

(Des ministres koweïtiens) rencontrent des représentants de l'économie suisse

15.09.2011

D'un coup d'oeil

Trois ministres koweïtiens ont rencontré, à Berne, une délégation de haut rang de l'économie suisse. Le Koweït a présenté de nouveaux projets qui permettraient de développer les relations économiques entre les deux pays.

Les ministres koweïtiens des Finances Mustafa Jassem Al Shamali, du Commerce et de l'industrie Amani Khaled Bouresli et du Développement Abdulwahab Rashed Al Haroun ont exposé les efforts déployés en vue de moderniser leur économie. Le Koweït, qui possède plus de 9 % des gisements de pétrole dans le monde, compte investir une part accrue des recettes de la production pétrolière dans la mise en place de sa propre économie. Son « New Development Plan » était au centre des discussions. Ces cinq prochaines années, des projets seront réalisés pour un volume d'investissement de jusqu'à 130 milliards de dollars américains. Ce plan comprend des investissements dans un système de métro, l'approvisionnement en eau et en énergie, le tourisme et l'agrandissement de l'aéroport. Les projets du secteur privé représentent 28 milliards de dollars.

Le gouvernement koweïtien entend en outre attirer davantage d'entreprises étrangères.

Au mois de mai 2010, il a par ailleurs démarré la privatisation de plusieurs entreprises étatiques. Compte tenu du potentiel considérable des deux économies, les relations économiques bilatérales sont plutôt restreintes avec un volume d'échanges de 528 millions de francs par an (2010) et des investissements directs de moins de 100 millions de francs.

Selon Gerold Bühler, président d'economiesuisse, « avec l'amélioration des conditions-cadre pour les entreprises étrangères, on peut s'attendre à une croissance des exportations suisses et des investissements directs destinés au Koweït ». Les deux États disposent déjà d'accords bilatéraux sur la protection des investissements et la double imposition, des instruments importants pour promouvoir les relations économiques. L'accord de libre-échange signé en 2009 devrait entrer en vigueur prochainement.